

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article117>

Fo GwadeloupÃ©yen travay an PÃ©yi a yo !

- ActualitÃ© -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 22 octobre 2005

Mis Ã jour le : jeudi 5 juin 2008

UGTG.org

LETTRE OUVERTE

À

M. Le Premier Ministre du Gouvernement Français

Monsieur Le Ministre de l'Europe et de l'Emploi

Monsieur Le Ministre des DOM

M. Le Préfet de Guadeloupe

M. Le Directeur Général de l'Europe et de l'ANPE

M. Le Président du Conseil Régional de Guadeloupe

M. Le Président du Conseil Général de Guadeloupe

Mmes et MM Les Députés et Sénateurs de Guadeloupe

Mmes et MM Les Conseillers Régionaux et Généraux de Guadeloupe.

Mmes et MM Les Maires de Guadeloupe.

Mesdames, Messieurs,

En Janvier 2005, l'UGTG s'inquiétait de la situation des 60000 chômeurs Guadeloupéens au regard de la formation professionnelle en ces termes :

[\[Sanblé, masyé pou pwé sa lité \(JPEG\)\]](#) « Les vœux du nouvel an fument de partout et pourtant depuis le 01 Janvier 2005, les formations initiées par l'Europe et ANPE et par la DDTDFP, en direction des chômeurs, n'existent plus. Le volet 2 de la décentralisation prévoit que la formation relève dorénavant des prérogatives du Conseil Régional. Ce transfert marque la poursuite du désengagement de l'Etat de tous les domaines et principalement ceux relatifs à l'emploi, à la formation, à la santé, à l'éducation »

La situation est d'autant plus dramatique que le Président du Conseil Régional a annoncé un plan régional de formation pour 2006. Dès lors, Manfou pou l'emploi chomé. À l'éducation ! À l'éducation ! Les 60 000 chômeurs de Guadeloupe ne peuvent plus bénéficier d'une aide indispensable dans l'élaboration d'un parcours professionnel et cela dans le silence et l'indifférence de l'Etat, des élus et des institutions.

Pour rappel, 82 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ont au plus un niveau CAP-BEP.

DÃ©s lors, comment prÃ©tendre Ã un emploi quand on est dÃ©pourvu de formation. Quand on connaÃ©t la discrimination dont sont victimes les GuadeloupÃ©ens dans leur propre pays, nul doute que cette situation, qui ne relÃ©ve sÃ©rement pas de la fatalitÃ©, devrait servir d'Ã©liti pour poursuivre la politique de blanchiment des effectifs visible notamment Ã Jarry.

C'Ã©st donc un schÃ©ma sinistre qui s'applique dans notre pays suivant un cycle infernal : Exclusion du savoir -? Exclusion du travail -? Exclusion sociale.Ã© »

Octobre 2005 : Ayen pa chanjÃ© : les derniers chiffres du chÃ©mage en France, montrent une baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Ici, en Guadeloupe, la situation est tout autre et ne semble prÃ©occuper quiconque.

Chaque jour, nous recevons Ã l'Agence pour l'emploi de nombreuses conventions signÃ©es entre la Direction GÃ©nÃ©rale de l'ANPE et des entreprises Ã « grands comptes Ã » de la grande distribution, de l'hÃ©tellerie, de la restauration, de l'industrie, de l'intÃ©rim, etc. Citons des conventions avec Accor, Adecco, Adia, le Syndicat des Entreprises de Travail Temporaire (SETT), La poste, Air France, Renault, Carrefour, etc. L'objectif de ces conventions mises en Ã©uvre dans les rÃ©gions de France mais pas en Guadeloupe, curieusement, est d'accÃ©lÃ©rer le retour Ã l'emploi des chÃ©meurs.

Et pourtant, en Guadeloupe, le chÃ©mage est endÃ©mique et touche en prioritÃ© les demandeurs d'emploi sans qualification et sans formation soit 8 chÃ©meurs sur 10.

La situation ne semble prÃ©occuper ni les autoritÃ©s politiques de Guadeloupe (plutÃ©t obsÃ©dÃ©es par leur mandat), ni l'Etat et encore moins la Direction de l'ANPE (Directions GÃ©nÃ©rale et Locale).

Aujourd'hui, la situation en Guadeloupe est Ã©loquente :

[-] Un taux de chÃ©mage de l'ordre de 30% ;

[-] 32000 allocataires du RMI ;

[-] 17000 familles vivant en dessous du seuil de pauvretÃ© ;

[-] 16 % des enfants de Guadeloupe vivant en dessous du seuil de pauvretÃ© ;

[-] 8 chÃ©meurs sur 10 sans formation, sans qualification ;

[-] Absence de formations pour les chÃ©meurs de Guadeloupe depuis la suppression des SAE et des SIFE gÃ©rÃ©es par l'ANPE et la DDTE jusqu'au 31 dÃ©cembre 2004.

[-] Un dispositif RÃ©gional de Formation en panne ;

[-] Des prestations et des mesures inadaptÃ©es Ã la rÃ©alitÃ© sociale de notre pays ;

[-] Des conventions bidon signÃ©es par lâEuros"ANPE Guadeloupe, en toute hÃ©te, qui ne rapportent rien aux chÃ©meurs de Guadeloupe ;

[-] Pas de politique pour lâEuros"emploi en Guadeloupe ;

[-] Aucune politique cohÃ©rente dâEuros"intervention de lâEuros"ANPE en Guadeloupe ;

[-] Une ANPE Guadeloupe sans autoritÃ©, pratiquant un profil bas permanent face aux partenaires ;

En dÃ©finitive, le bricolage Ã tous les niveaux.

La situation de la Guadeloupe relÃ©verait âEuros" elle de la fatalitÃ© ?

Des milliers de GuadeloupÃ©ens sans formation, sans qualification, sans emploi, sans revenus, sans perspective, victimes de discrimination Ã lâEuros"embauche dans leur propre pays ou rÃ©signÃ©s Ã occuper des postes subalternes ou ne pas de travailler du tout.

Le cycle infernal : Exclusion du savoir -? Exclusion du travail -? Exclusion sociale est dâEuros"une criante rÃ©alitÃ©.

Et face Ã cette situation, le chÃ©meur, tenu pour responsable de sa destinÃ©e puisquâEuros"il aurait fait de mauvais choix ou pas i pa fÃ© asÃ© lÃ©kÃ©l, est menacÃ© de sanctions. Et câEuros"est lÃ© toute lâEuros"hypocrisie, toute lâEuros"indiffÃ©rence (de lâEuros"Etat, des Elus, de la Direction de lâEuros"ANPE) qui prÃ©vaut en Guadeloupe. CâEuros"est inadmissible.

Plus de 30 ans de dÃ©fiscalisation, dâEuros"exonÃ©rations de charges patronales et de contrats aidÃ©s Ã« prÃ©caires Ã » (loi Pons, loi Perben, Loom, Loi Programme, Loi Borloo, âEuros!) nâEuros"ont pas permis de limiter lâEuros"augmentation du chÃ©mage et de faire reculer la prÃ©caritÃ©. Bien au contraire.

Nous refusons cette fatalitÃ© imposÃ©e et exigeons des moyens, des mesures, des prestations et des interventions Ã la mesure des enjeux de notre sociÃ©tÃ©.

Le GuadeloupÃ©en nâEuros"est pas un sous-homme.

Nous poursuivons donc sans relÃ¢che, la formation et lâEuros"information des travailleurs, des chÃ©meurs, des jeunes, des exclus, des retraitÃ©s, pour quâEuros"ils sâEuros"opposent Ã cette logique et dÃ©noncent le mÃ©pris dont nous sommes victimes.

Aucune sociÃ©tÃ© ne peut prÃ©tendre Ã un quelconque dÃ©veloppement, Ã une quelconque paix, Ã aucun dialogue, quand la majoritÃ© de ses enfants est exclue de tout.

CâEuros"est donc par la lutte, par la contestation de la lÃ©galitÃ© coloniale que les Travailleurs, Les ChÃ©meurs, les RetraitÃ©s, les Jeunes, âEuros!feront avancer leurs revendications pour une sociÃ©tÃ© plus juste, respectueuse

Fo Gwadeloup@yen travay an P@yi a yo !

des droits de chaque individu (droit au travail, droit @ la sant@, droit @ l@Euros"@ducation, droit @ la formation, droit au logement, droit @ la libert@ syndicale, @Euros!).

22 Octobre 2005

UGTG @Euros" ANPE